

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le social au coeur : prendre l'offensive

# Oui à la nationalisation de Florange !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 30 novembre 2012

---

Démocratie & Socialisme

---

De mois en mois le chômage explose. Pour inverser la courbe il faut prendre des mesures et vite ! La priorité à l'emploi c'est maintenant ! Il y a les contrats de génération, les emplois d'avenir, il faut prendre des mesures contre les licenciements boursiers, il faut lancer le plan de construction de logements et celui de l'isolation thermique pour créer des dizaines de milliers d'emplois.

### **Montebourg a raison de poser la question de la nationalisation de Florange.**

Florange, Pétroplus ... les entreprises visitées pendant la campagne électorale sont toujours dans l'oeil du cyclone. Les salariés de Pétroplus ont redit que l'hypothèse de la nationalisation était à retenir en cas de défaillance d'un repreneur. Et des centaines d'entreprises font face à des difficultés : soutien bancaire insuffisant, délais de paiement de l'Etat et des grands groupes prestataires ...

L'Etat doit redevenir stratège, investir dans les secteurs clés, les filières industrielles. Cela suppose de ne pas laisser la finance continuer à spéculer contre l'emploi et l'économie réelle.

Une économie mixte, c'est une économie qui repose sur des services publics et un secteur public forts, pour satisfaire les besoins sociaux et leur financement.

La Banque Publique d'Investissement doit avoir pour objectifs la croissance et l'emploi. Sa doctrine d'investissement doit être basée sur ces objectifs. Mais il faut aussi que les banques fassent leur métier : financer l'activité économique réelle. La loi bancaire peut fixer ce cadre pour peu que les députés de gauche s'emparent, au-delà des aspects techniques de l'enjeu politique.

Et si les moyens du secteur public ne suffisent pas, il faudra les augmenter !

Avec « Maintenant la Gauche », le courant issu de la motion 3 du congrès de Toulouse, nous appelons à la [mobilisation de tous les socialistes](#) pour agir vite pour Florange, Pétroplus ...

### **Retraite, emploi ... mettre un terme à la logique du Medef !**

La conférence sociale se déroule jusqu'à la fin 2012. Mais il y a maldonne. L'objectif fixé était de traiter les questions de l'emploi, de sécuriser les parcours professionnels ...

Le Medef a décidé d'en faire son principal terrain d'attaques contre le droit du travail, contre le CDI, contre le droit du licenciement économique pour faire tomber les dernières barrières renvoyant à des commissions la sécurisation des parcours professionnels (engagement 35 de François Hollande). Laisser faire, accepter que le contrat soit supérieur à la loi serait un jeu de dupes.

Il convient que le Parti socialiste prépare sans tarder une loi contre les licenciements boursiers, rétablisse le contrôle administratif sur les licenciements. C'est le pendant d'une stratégie qui reprend la main sur l'économique et refuse que le social soit la variable d'ajustement. **Ce n'est ni au Medef, ni aux banques de faire la loi !**

Quant aux retraites complémentaires, le Medef annonce qu'il faut faire peser l'effort sur les prestations. Geler les pensions, c'est faire baisser le pouvoir d'achat des pensions. Le durcissement des conditions d'accès à la réversion est également avancé ainsi que des mesures « techniques » qui permettraient des abattements.

## Oui à la nationalisation de Florange !

---

On voit bien que cette voie de la baisse des pensions complémentaires pousserait, par équité comme disent certains, à faire de même dans le public et à tourner le dos à la seule question qui vaille : un financement de notre protection sociale assise sur une meilleure redistribution des richesses.

Que le Parti socialiste rappelle ses propositions de financement des retraites qui tournaient le dos à la baisse des pensions que ce soit dans le privé comme dans le public. Et l'engagement 18 de François Hollande qui appelle à la négociation mais fixe l'objectif de « *définir, dans un cadre financier durablement équilibré, l'âge légal de départ à la retraite, la prise en compte de la pénibilité, le montant des pensions et l'évolution des recettes indispensables à la pérennité de notre système de retraite solidaire* » Pour nous, c'est clair : c'est augmenter les cotisations dites « patronales » et garantir les 60 ans à taux plein.

**Après les 20 milliards d'euros obtenus de crédit d'impôt sans contrepartie, il faut mettre un terme à ces provocations patronales. Plusieurs députés socialistes contestent à juste titre le texte sur le Crédit d'Impôt sur la Compétitivité et l'Emploi. Il est nécessaire de l'amender et de remettre les questions sociales au coeur de la politique de la gauche.**